



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2925  
23 août 2024  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

# **À Gaza, en Ukraine... La domination impérialiste engendre la guerre et la barbarie**



Des réfugiés palestiniens dans un cimetière à Khan Younés, le 15 août.

HATEM KHALED REUTERS

**Rentrée scolaire,  
loyers...**

**Tout augmente,  
sauf les salaires**

Pages 4

**Hôpitaux**

**Le gouvernement  
organise  
la pénurie**

Page 9

**Mpox**

**Le capitalisme  
propage  
l'épidémie**

Page 12



**Leur société**

- Débarquement en Provence : mensonges officiels et mépris colonial **3**
- À la recherche d'un gouvernement : après les JO, les jeux politiques **3**
- Budget : assurer la continuité de l'austérité **3**
- Allocation de rentrée scolaire : ça ne fait pas le compte **4**
- Prix : après la maxi-hausse, la mini-baisse **4**
- Loyers : toujours plus élevés **4**
- Frais étudiants : les diplômés coûtent cher **4**
- Guyane : solidarité avec les réfugiés de Baduel **4**
- Jeux Olympiques : l'envers du décor **5**
- Le sport populaire à bout de souffle **5**
- Courrier des lecteurs : à Lille, tout pour les JO, la galère pour les travailleurs **5**
- Manifestation : des papiers pour tous ! **12**

**Dans le monde**

- Gaza : pendant les négociations, le massacre continue **6**
- La poliomyélite, conséquence de la catastrophe sanitaire **6**
- Grèce : incendies à répétition **6**
- Ouganda : les morts du retraitement des déchets **6**
- Ukraine : la guerre s'étend en Russie **7**
- Algérie : élection présidentielle sur fond de mécontentement social **7**
- Mpox : le capitalisme propage l'épidémie **12**
- Le virus ne connaît pas de frontières **12**

**Il y a 70 ans**

- Août 1954 : l'Indochine arrachait son indépendance à la France **8**

**Dans les entreprises**

- Internes des hôpitaux : une pénurie organisée **9**
- Hôpital la Timone - Marseille : manque de personnel et pressions de la direction **9**
- Urgences - Pays de la Loire : une catastrophe annoncée **9**
- Renault Sovab - Batilly : nouveau véhicule, nouvelles embrouilles **10**
- La Poste - Bordeaux : non à la répression patronale ! **10**
- Bus STOI - La Réunion : conducteurs en grève **10**
- Protection judiciaire de la jeunesse : personnel diminué = jeunes sacrifiés ! **11**
- Cimenterie Eqiom - Lumbres : les pollueurs gagnent **11**

**Caravanes**

- Lutte ouvrière à votre rencontre **12**

# À Gaza, en Ukraine... : la domination impérialiste engendre la guerre et la barbarie

Alors que le bain de sang se poursuit à Gaza, les dirigeants occidentaux prétendent œuvrer pour la paix. Biden aurait même « un plan ». « *Nous n'avons jamais été aussi proches d'un accord* », a-t-il déclaré après la reprise, le 15 août, des négociations censées aboutir à une trêve à Gaza. Quelle monstrueuse hypocrisie !

Depuis des mois, de prétendues négociations ont lieu, mais la guerre s'est poursuivie sans répit. L'armée israélienne a continué ses bombardements, décimant des familles entières, obligeant des milliers de Palestiniens à fuir au milieu des destructions sans savoir où aller. Depuis des semaines, des écoles de l'ONU, accueillant des milliers de réfugiés, sont systématiquement prises pour cibles. La population survit, menacée par la famine, sans accès à une eau potable et sans pouvoir se soigner. Pour la première fois depuis 25 ans, la poliomyélite a fait sa réapparition. En Cisjordanie aussi, l'armée israélienne a fait des centaines de morts et protège les colons d'extrême droite qui s'attaquent aux Palestiniens pour les terroriser, les assassiner et accaparer leurs terres.

Les dirigeants des grandes puissances, à commencer par les États-Unis, savent pourtant très bien ce qu'il faudrait faire si elles voulaient mettre fin au conflit. Pour commencer, elles pourraient cesser de fournir des armes au gouvernement israélien. Au contraire, les États-Unis viennent de décider de lui en vendre pour plus de 20 milliards de dollars, lui donnant ainsi des moyens supplémentaires de massacrer des Palestiniens.

Biden n'entend pas renoncer à soutenir son allié israélien, qui est son meilleur appui militaire au Moyen-Orient. Fort de cette protection et sous la pression de son extrême droite, le Premier ministre israélien Netanyahu peut mener une guerre sans fin à Gaza et multiplier les provocations. L'assassinat du chef du Hamas et celui d'un dirigeant du Hezbollah fin juillet visaient à provoquer une réaction de l'Iran pour obliger les États-Unis à faire bloc derrière Israël. C'est ce que Biden fait, alors qu'il est évident que le régime de Téhéran ne veut pas se lancer dans une escalade militaire.

Les dirigeants américains veulent-ils vraiment imposer un accord à leur allié israélien ? On le verra dans les jours qui viennent. Un

cessez-le-feu apporterait un répit aux Palestiniens de Gaza, mais certainement pas la fin de l'oppression qu'ils subissent. Les dirigeants américains, israéliens, iraniens et ceux du Hamas peuvent trouver un compromis refaisant du territoire de Gaza ce qu'il était pour ses habitants avant la guerre, c'est-à-dire une prison à ciel ouvert, où les conditions de vie seraient encore pires à cause des destructions provoquées par l'armée israélienne. Mais ce ne serait encore qu'une trêve avant d'autres affrontements.

Les États impérialistes sont bien incapables d'éteindre l'incendie qui embrase le Moyen-Orient car ce sont eux qui l'entretiennent ! Tout au long de ces dernières décennies, attirés par l'odeur du pétrole, les puissances coloniales britannique et française d'abord, les États-Unis après elles ont dressé délibérément les peuples de cette région les uns contre les autres pour mieux les dominer. Mais c'est partout dans le monde que la rivalité entre les grandes puissances pour le contrôle de marchés, de sources de matières premières et de zones d'influence oppose les peuples et provoque des guerres.

On le voit dans l'est de l'Europe, où, par Ukrainiens interposés, Biden et les dirigeants de l'OTAN mènent la guerre à Poutine, chef d'un régime dictatorial qui représente la couche privilégiée de Russie. Des peuples sont ainsi conduits à s'affronter, malgré des liens tissés au cours d'une longue histoire commune.

Ici, en France, les travailleurs et les classes populaires ne meurent pas sous les bombes, mais pour combien de temps ? Ils subissent déjà l'aggravation de la crise et de la guerre économique entre les

États pour satisfaire les intérêts des classes privilégiées qui dominent la société. Et cette crise et la politique des grandes puissances peuvent conduire le monde à une guerre généralisée.

Au Moyen-Orient, dans l'est de l'Europe et ailleurs, les peuples pourraient parfaitement co-exister s'ils ne subissaient pas les politiques de division des classes dominantes. À cela il faut opposer le mot d'ordre d'unité de tous les opprimés et des travailleurs de la planète. Seule leur lutte pour renverser le système capitaliste peut ouvrir une issue à l'humanité.



Camp de réfugiés à Gaza, le 14 août.

Nathalie Arthaud



## Débarquement en Provence : mensonges officiels et mépris colonial

Jeudi 15 août, avait lieu la commémoration des 80 ans du débarquement en Provence. Pour l'occasion, Emmanuel Macron avait invité de nombreux chefs d'États africains.

Étaient présents Paul Biya, le président du Cameroun, celui des Comores, Azali Assoumani, le Togolais Faure Gnassingbé, Faustin-Archange Touadéra, dirigeant de la République centrafricaine, et le général Brice Oligui Nguema, à la tête du Gabon. D'autres pays africains ont été représentés par des ministres.

Comme chaque année, ces dirigeants sont invités pour commémorer la mort lors de ce débarquement d'un millier de soldats issus de ce qui était alors l'Empire colonial français. Ces cérémonies officielles n'ont pas évoqué toute l'histoire de ce débarquement, ni celle qui a suivi, car cela aurait mis en cause l'impérialisme français et la façon dont il a opprimé, et

opprime encore, une grande partie de l'Afrique.

Le 15 août 1944, pour ouvrir un nouveau front et soulager les armées engagées en Normandie, les troupes alliées débarquèrent en Provence, près du cap Nègre : 450 000 soldats, pour moitié anglo-américains et pour moitié français. Mais parmi ces derniers, près de 100 000 soldats étaient en fait des Maghrébins ou des Africains venus des colonies françaises. Ils avaient été souvent recrutés de force, désignés volontaires malgré eux. Beaucoup d'entre eux l'ont payé de leur vie parce qu'ils furent souvent placés en première ligne.

Tout cela n'a pas été évoqué lors de ces commémorations. Pas plus que le



Des soldats africains en route vers les côtes françaises, pour le débarquement en Provence.

« blanchiment » de l'histoire officielle qui a suivi. En effet, une fois le débarquement effectué et les premières victoires proclamées, ces troupes africaines et maghrébines ont été renvoyées à l'arrière et cantonnées à des tâches techniques. La libération de Paris, ainsi que celles des principales villes devaient être effectuées par des troupes blanches.

L'armée allemande vaincue, une partie de ces troupes ont été remerciées et renvoyées dans leurs pays respectifs avec une solde diminuée d'autorité par le gouvernement français. C'est cette véritable injustice qui va déclencher le massacre de Thiaroye : des tirailleurs sénégalais rentrés au pays avaient exigé le

paiement de leur solde. Leur mouvement de protestation a été réprimé dans le sang par les militaires français.

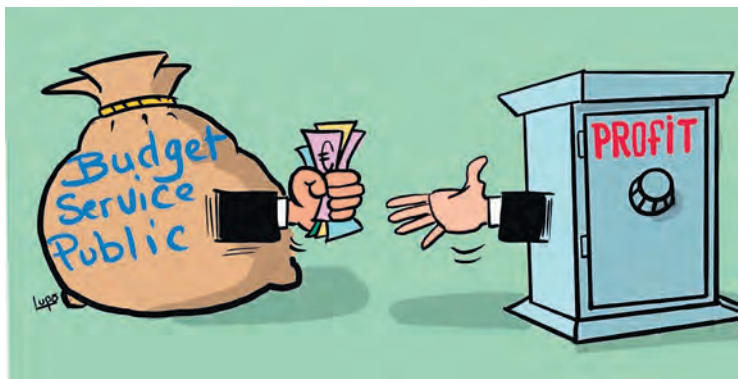
Ceux qui n'ont pas été renvoyés au pays se sont retrouvés en Indochine à participer à la première sale guerre coloniale d'après-guerre, qui a précédé celle d'Algérie.

Les gouvernements français successifs se sont ingéniés à faire payer à ces troupes l'indépendance de

leur pays. Ainsi, pendant des années, les pensions ou retraites de ces soldats ont été systématiquement inférieures à celles des soldats nés en France parce qu'elles ont été gelées au moment de l'indépendance. Autour de l'année 2000, un vétéran français touchait donc quatre fois plus qu'un vétéran guinéen et sept fois plus qu'un vétéran tunisien !

Aline Urbain

## Budget : assurer la continuité de l'austérité



Le budget 2025 doit normalement être examiné par l'Assemblée à partir du 1<sup>er</sup> octobre. Habituellement, il est préparé en juin par le gouvernement, des lettres de cadrage définissant les plafonds de dépenses de chaque ministère sont envoyées mi-juillet.

Avec la dissolution et l'absence de nomination d'un gouvernement par Macron, c'est donc le gouvernement pourtant démissionnaire d'Attal qui vient de s'en charger. Soucieux de plaire à l'électorat le plus antiouvrier, Lemaire, ex-ministre des Finances, a dégainé le premier en préconisant un budget d'austérité : des économies de cinq

milliards d'euros directement sur le dos des plus pauvres. Il a proposé ni plus ni moins que le gel de toutes les pensions de retraite de l'État et des prestations sociales comme les APL et l'allocation adulte handicapée, alors que les prix n'ont cessé d'augmenter. Attal, lui, n'a pas jugé utile de reprendre actuellement cette mesure provocante, mais il

a proposé un budget égal à celui de l'an dernier, ce qui signifie aussi des dépenses de l'État qui baissent en valeur réelle en ne suivant pas la hausse des prix. Le prochain gouvernement pourra choisir l'une de ces propositions ou tout autre dispositif équivalent. Les ministres, mêmes déchus, continuent d'assurer le spectacle pendant que le transfert de richesse des travailleurs vers les possédants bat son plein.

Car derrière cette bouffonnerie, il y a ceux qui s'engraissent sur le budget : banquiers et fonds d'investissement sur le marché juvénile de la dette, industriels de l'armement assurés des commandes inscrites dans la loi de programmation militaire et l'ensemble de la bourgeoisie qui touche cadeaux fiscaux et subventions sous les prétextes les plus variés. C'est ce qu'on appelle la « continuité de l'État ».

Christian Bernac

## Gouvernement : après les JO, les jeux politiques

Après s'être largement mis en scène avec les athlètes pendant les JO, Macron a donc convoqué vendredi 23 août à l'Élysée tous les représentants des groupes présents à l'Assemblée pour discuter du choix du Premier ministre. Et, après avoir écouté, Macron choisira.

Ce dernier veut entretenir l'image du président « maître des horloges ». Mais, après deux revers électoraux, il est un peu à la peine. Sous les critiques de leurs concurrents de gauche, Mélenchon et LFI ont brandi la menace de la destitution du président de la République. Mais tous se rendront au rendez-vous de l'Élysée.

Bon prince, Macron a convié Lucie Castets, proposée par le NFP au poste de Premier ministre. Issue des écoles formant les hauts fonctionnaires de l'État, elle a le CV qui convient pour rassurer la bourgeoisie. Elle a tenu à en rajouter dans ce sens. Ainsi, dans plusieurs interviews, elle est revenue sur les vagues promesses contenues dans le programme électoral de la gauche.

Interrogée sur la réforme des retraites, l'augmentation du smic à 1 600 euros net et la

remise en place de l'ISF, elle répond : « Ce sont des cibles qui sont intangibles [...] Mais, sur les modalités de mise en œuvre, il faudra en parler avec les partenaires sociaux. » Dans une interview au *Parisien* du 13 août, les cibles intangibles ne sont plus que des « horizons ». Et d'ajouter que « l'objectif clair d'amélioration significative du pouvoir d'achat, ce sera bon pour l'économie et les patrons le savent ». Enfin, sur BFM, lundi 19 août 2024, Castets concluait sur le fait que, si d'aventure un gouvernement de gauche devait être nommé, elle ne voyait aucun problème à se soumettre à des accords avec la droite et les macronistes.

Autrement dit, elle explique clairement à l'avance que, pour arriver au pouvoir, elle est prête à enterrer les quelques promesses faites aux travailleurs. À bon entendeur...

Christian Chavaux



## Allocation de rentrée scolaire : ça ne fait pas le compte

Trois millions de familles populaires devaient toucher l'allocation de rentrée scolaire le mardi 20 août, entre 416 euros pour un enfant en primaire et 454 euros pour un lycéen. Le gouvernement se vante d'avoir revalorisé cette aide de 4,5%, alors que les prix auraient baissé, mais le compte n'y est pas.

Le coût de la rentrée ne cesse de monter, comme chacun peut le constater dans les rayons des supermarchés. Les associations de parents d'élèves ont calculé qu'une rentrée pour un élève de 6<sup>e</sup> était passé de 199 euros en 2021 à 223 euros en 2024, sans compter les dépenses pour la cantine, les vêtements, les assurances, ni d'éventuelles activités périscolaires. Bien des travailleurs doivent se

priver pour pouvoir payer à leurs enfants un club de sport ou des cours de musique. Si le prix de certaines fournitures, et en particulier des feuilles de classeur et des cahiers, a légèrement diminué, c'est loin d'avoir compensé l'explosion de ces dernières années – le prix du papier avait doublé en 2022, et s'est maintenu à un haut niveau depuis. Alors la maigre revalorisation de cette année est loin

de compenser la flambée des coûts des années précédentes, sans parler du reste des charges : loyer, factures, alimentation, etc.

De plus, la scolarité, censée être gratuite, est bien plus chère pour un lycéen qui suit une voie professionnelle ou technique, alors que l'allocation est quasiment la même que pour un élève de primaire. Les lycéens, souvent de milieu populaire, doivent acheter des outils et du matériel spécialisé qui pèse lourdement dans le budget familial. Non seulement la scolarité n'est pas gratuite, mais elle est de plus en plus coûteuse !

Camille Paglieri



## Loyers : toujours plus élevés

Selon Bien Ici, une plateforme d'annonces immobilières, le montant des loyers demandés explose cet été dans les grandes villes.

À Paris, Nantes et Villeurbanne, le loyer incluant les charges a augmenté en un an de 9%. La hausse atteint même 24% dans des villes comme Bayonne ou Bobigny.

La cause est d'abord la pénurie de logements. Selon la plateforme, l'offre locative a baissé de 6% en un an et de 34% sur trois ans. La construction de logements sociaux est en baisse constante depuis plusieurs années. Le nombre de logements mis en chantier,

toutes catégories confondues, s'effondre lui aussi. De plus, la hausse des taux d'intérêts a rendu prohibitifs les projets d'achat immobilier de nombre de travailleurs et les a contraints à conserver leur logement, renforçant cette pénurie.

La crise du logement a été qualifiée de « bombe sociale » par la fondation Abbé-Pierre, qui dénombre 4,2 millions de personnes en mal-logement. Et la hausse des charges liées à l'envolée du prix de l'énergie, combinée à la hausse des loyers, rend le logement chaque jour plus inabordable aux classes populaires.

Christian Bernac

## Frais étudiants : les diplômes coûtent cher

Le syndicat étudiant UNEF vient de publier son rapport sur le coût de la vie pour l'année universitaire 2024-2025, qui augmente de plus de 2%.

Ce taux est calculé avec l'augmentation des prix de l'énergie, de l'alimentation, des frais d'inscriptions ou encore des loyers des résidences du CROUS, qui augmentent, eux, de 3,5%. Il faudra donc déboursier près

de 50 euros supplémentaires chaque mois. Le gouvernement a annoncé augmenter le nombre de bénéficiaires des bourses étudiantes, dont le montant maximum s'élève à 633 euros par mois. Même si ces bourses aident de nombreux étudiants sans revenus, cette maigre ressource ne permet pas de vivre convenablement.

Axelle Müller

## Prix : après la maxi-hausse, la mini-baisse

L'Insee a publié le 14 août les statistiques de l'évolution des prix de grande consommation. Sur un an, d'après leur panier test, les prix auraient baissé de 0,2%. Cela suffit à certains pour dire que l'inflation serait en train de reculer.

Pour aboutir à ce résultat, les produits frais ont été retirés du fameux panier test. Ceux-ci restent très chers pour de nombreuses familles ouvrières, qui en consomment d'ailleurs de moins en moins. Les baisses de prix relevées sont bien loin de rattraper les hausses très importantes de ces

dernières années. Rien qu'en janvier 2024, l'Insee rapportait que les prix de la grande distribution avaient augmenté de près de 5% par rapport à janvier 2023.

Les budgets ouvriers continuent à être rongés par la hausse des prix car les salaires, pensions et allocations, n'augmentent pas. La seule solution pour éviter cette érosion constante du pouvoir d'achat serait que les salaires soient indexés sur le coût réel de la vie, celui que l'on mesure en remplissant son chariot au supermarché.

C. P.

## Guyane : solidarité avec les réfugiés de Baduel



FRANCE GUYANE

Depuis l'incendie du quartier informel de Baduel, le 27 juillet, plus de 900 personnes étaient logées dans trois gymnases des collèges de Cayenne.

Les autorités avaient précisé que cet hébergement ne valait que jusqu'au 15 août. En fait, dès le 12 août, la police a fait évacuer l'un des gymnases.

Cela a provoqué une grande émotion parmi les réfugiés, leurs proches, et bien au-delà dans la population. Dans les 24 heures, tous les médias ont fait leur sur la désespérance de ces gens qui, non seulement avaient tout perdu dans l'incendie, mais étaient poussés à la rue.

La solidarité entre travailleurs et pauvres s'est

manifestée, en particulier dans la communauté haïtienne, dont la majorité des rescapés de Baduel sont originaires. Des associations ont organisé des dons de vêtements, de nourriture, de médicaments, etc.

En raison de l'opposition à l'évacuation du gymnase Kapel, les deux autres gymnases n'ont pas été évacués à la date butoir du 15 août. L'État a donc suspendu ses opérations de police révoltantes... mais jusqu'à quand ?

Les politiciens locaux

se sont emparés de cette affaire et ont interpellé le gouvernement pour donner l'impression qu'ils se préoccupent des plus pauvres. Le représentant de l'État a répondu qu'il « s'orienterait sur des solutions d'habitat sous forme modulaire ». Bref, du blabla et rien de concret.

Les réfugiés de Baduel n'ont rien à attendre des promesses de l'État ni des gesticulations des autorités locales. Ils ne peuvent compter que sur la solidarité de leurs semblables et sur leurs luttes, avec l'ensemble des travailleurs de Guyane, pour imposer des conditions de vie dignes pour tous.

Correspondant LO



# Jeux Olympiques : l'envers du décor

**Le gouvernement ainsi que la présidente de la région Île-de-France Valérie Pécresse se sont félicités de l'offre de transports pendant les Jeux Olympiques.**

Et en effet, pour une fois, les trains, les bus et les métros n'étaient pas bondés et étaient même ponctuels et réguliers.

Le revers de la médaille, ce sont les travailleurs qui l'ont payé, au sens où le coût du transport a fortement augmenté. Certes, de nombreux travailleurs ont anticipé et ont acheté des tickets de métro à l'avance quand ils le pouvaient. Pour les autres, l'addition a été salée, puisque le ticket de métro à l'unité se vendait 4 euros et même 5 euros dans les bus, d'autant que le forfait Navigo semaine a tout bonnement été supprimé. Et les tarifs n'ont pas baissé entre les Jeux Olympiques

et Paralympiques alors que la fréquence des bus et des métros a considérablement diminué. Résultat : le salarié paie cher aujourd'hui pour être entassé dans le métro.

De plus, si tout était bien organisé pour que le touriste circule agréablement dans la capitale, rien ne l'a été pour les salariés. Les habitants de Saint-Denis, ville olympique, ont dû se débrouiller pour arriver à l'heure au travail. Les travailleurs du ménage comme ceux des transports ont découvert que des bus ont été supprimés à cinq heures pour augmenter les services en journée. Tous ces travailleurs ont ainsi eu droit à des transports bondés, retardés,

au prix de 5 euros le voyage.

Quant à ceux qui prenaient leur voiture, ils ont eu le plaisir de découvrir qu'ils ne pouvaient plus avoir accès à certaines entrées ou sorties d'autoroute, sans qu'aucune déviation ne soit indiquée. Tout cela pour se retrouver sur l'autoroute A1 au ralenti parce qu'une des voies était réservée aux Jeux Olympiques. Les soignants de l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis, qui n'avaient plus accès à la bretelle qui dessert leur hôpital, ont dû ainsi faire des tours et des détours pour accéder à leur lieu de travail. Et, malgré leurs protestations, ils n'ont obtenu aucune dérogation.

Mais doit-on s'étonner du fait que les pouvoirs publics se contrefichent du quotidien des travailleurs ?

**Aline Urbain**



SAINT-GENIS JUDO

## Le sport populaire à bout de souffle

**Les Jeux Olympiques étaient censés favoriser la pratique sportive. Et certaines disciplines, où des sportifs français se sont parfois illustrés, comme la natation, le judo, le tennis de table, le volley-ball ou le basket-ball, s'attendent à voir arriver de nombreux jeunes.**

Les problèmes commencent alors car la plupart des fédérations n'ont pas les moyens de les accueillir et vont refuser des centaines de milliers de candidats.

En natation (400 000 licenciés), de nombreux jeunes voudraient s'inscrire, mais les bassins font défaut. Les piscines sont à la charge des collectivités locales, qui ont souvent des difficultés à les faire fonctionner. En judo (560 000 licenciés), l'immense majorité des clubs ne disposent pas de dojo et partagent leur salle avec d'autres sports. « À Champigny-sur-Marne, dans mon club, ça déborde déjà », explique la championne Clarisse Agbégnon. En volley-ball, « les clubs ne pourront pas pousser les murs », regrette le président de la fédération. En basket-ball, la fédération compte 725 000 licenciés et, en 2022 et 2023, elle a déjà dû refuser 180 000 jeunes, faute de créneaux dans les gymnases et d'encadrement. En tennis de table (230 000 licenciés), médiatisé par le succès des frères Lebrun, « on risque de manquer d'installations », explique un responsable.

Ces difficultés s'expliquent par le financement des sports en France. L'État n'y consacre qu'un milliard

d'euros, soit 0,2 % de son budget. Le gouvernement se vante du plan « 5 000 terrains de sport » mais il s'agit plutôt d'aménagements d'agès ou de musculation en plein air, qui n'accueillent pas de nouveaux licenciés. Quant aux nécessaires gymnases, stades ou piscines, ils sont à la charge des collectivités locales, dont les budgets sont contraints. 40 % des équipements existants ont plus de quarante ans, n'ont jamais été rénovés, et doivent parfois fermer leurs portes. Faute de pouvoir payer les frais de chauffage, des communes doivent également fermer des gymnases pendant l'hiver.

Et puis, on peut vouloir imiter Léon Marchand, Cassandre Beaugrand et autres Teddy Riner, la simple inscription a un coût. Une licence sportive coûte souvent 200, 300 ou 400 euros par an, sans compter l'achat du matériel nécessaire. Le passe sport, mis en place en 2021 par le gouvernement, n'est quant à lui que de 50 euros annuels, sous conditions de ressources.

Alors, si les Jeux ont été un succès médiatique et commercial, pour ce qui est de la pratique sportive, c'est une autre affaire.

**Michel Bondelet**



### Courrier des lecteurs

## À Lille, tout pour les JO, la galère pour les travailleurs

Déjà en temps normal, les deux lignes de métro de la métropole lilloise sont saturées aux heures de pointe. Les Jeux Olympiques à Lille ont été une vraie épreuve... pour les usagers des transports en commun. Cela fait des années que le doublement de la longueur des rames de métro est programmé mais reporté sans cesse.

L'appel d'offres qu'Alstom a remporté en 2012 face à Siemens, à l'origine du développement du métro, n'a pas arrangé les choses. Depuis 2012, Alstom qui produit les rames et Ilevia (nom commercial de la filiale du géant Keolis qui gère les transports en commun) trouvent toujours de nouvelles raisons pour reporter l'augmentation de la capacité des transports. Cela fait des années qu'ils demandent sans cesse de nouveaux millions d'euros aux élus de la Métropole lilloise pour la mettre en œuvre... Les élus, à plat ventre devant ces trusts, acceptent que des rames, pourtant construites,

dorment depuis des mois voire des années dans des entrepôts et que les usagers s'entassent dans les rames insuffisantes.

Avec les Jeux Olympiques, cela a été encore plus fou. Pour s'assurer de la pluie d'or avec les centaines de milliers de touristes venus pour les épreuves olympiques de hand-ball et de basket-ball, Ilevia a tout concentré sur la ligne du métro qui dessert le Grand Stade.

Par ailleurs, Ilevia a eu la « bonne » idée de fermer une partie des lignes de tramway venant de Roubaix et Tourcoing, pour réparation. Ces deux villes ouvrières n'étaient pas touchées par les Jeux Olympiques. Alors, pour Ilevia, les travailleurs pouvaient bien se satisfaire de bus de remplacement, allongeant considérablement le temps de trajet. Un problème s'est rajouté fin juin : de l'amiante avait été découvert dans les ateliers de maintenance des rames. L'atelier ne pouvait pas fonctionner à plein régime pour réparer

les rames de métro dont le nombre a été de ce fait encore plus limité que d'habitude.

Pour « assurer la fête », Ilevia a trouvé une solution : elle a réduit la fréquence du métro de Roubaix et Tourcoing (jusqu'à 9 minutes d'intervalle), pour augmenter le nombre de rames et la fréquence sur l'autre ligne, celle desservant le Grand Stade avec une fréquence toutes les minutes et demi. Résultat : pour tous les travailleurs de Roubaix et Tourcoing, aux heures de prises de postes, cela a été la cohue, les bousculades et les tensions qui vont avec.

Et comme cela ne suffisait pas, la métropole a décidé en plein Jeux Olympiques d'augmenter les tarifs au 1<sup>er</sup> août pour une partie des tickets, augmentation qui restera effective... Comme il est dit sur leur site : « Nous modifions nos tarifs pour garantir un service de haute qualité ». Bande de... d'actionnaires de Keolis et d'Alstom !

**Un travailleur de Tourcoing en colère**



# Gaza : pendant les négociations, le massacre continue

**Le 17 août, alors que les discussions en vue d'une trêve à Gaza entre représentants israéliens, égyptiens et qataris se tenaient à Doha sous l'égide des États-Unis, au moins 15 membres d'une même famille dont neuf enfants ont été tués par une frappe de l'armée israélienne à Al-Zawayda, dans le centre de Gaza.**

Durant ces mêmes 48 heures, l'armée israélienne intensifiait le harcèlement et le bombardement des populations du Sud Liban.

En Cisjordanie, des colons juifs se livraient à ce que le président israélien lui-même a bien été obligé de qualifier de pogrom contre les Palestiniens. Quant à Netanyahu, il a menacé du bout des lèvres de sanctions les criminels, mais c'est avec l'appui des

partis représentant ces mêmes colons qu'il se maintient au pouvoir. Et, depuis le 7 octobre, ce sont au moins 633 Palestiniens de Cisjordanie qui ont été tués, victimes de l'armée israélienne et des colons qu'elle protège.

Les propositions soumises par les États-Unis lors des négociations sont largement favorables à l'État d'Israël : s'il est prévu que l'armée israélienne s'engage à se

retirer de la bande de Gaza, celle-ci garderait le contrôle de l'ensemble des points de passage.

Pour le moment, la conclusion d'une trêve se heurte à l'intransigeance de Netanyahu. Mais il n'est pas à exclure que, malgré leurs proclamations, les dirigeants israéliens soient amenés à confier les clés de la prison au Hamas, faisant des « pires terroristes » d'hier les interlocuteurs de demain. Après avoir refusé toute négociation avec l'OLP de Yasser Arafat, les dirigeants israéliens avaient finalement changé d'attitude, acceptant la mise en place de l'Autorité palestinienne.

Celle-ci s'était vu confier le maintien de l'ordre contre sa population.

Pour l'heure, Netanyahu semble de nouveau prêt à toutes les surenchères et qu'importe la pression des familles d'otages.

Dirigeants israéliens et américains prétendent que

le Hamas est responsable de l'échec des négociations, mais les pourparlers ont repris au Caire. Si un accord était trouvé, il risque de n'être qu'une pause dans la guerre permanente de l'État d'Israël contre le peuple palestinien.

**Christian Chavaux**

## La poliomyélite, conséquence de la catastrophe sanitaire

**La semaine dernière, un cas de poliomyélite a été détecté dans la bande de Gaza, chez un enfant qui n'avait pas été vacciné.**

Cette maladie est une des conséquences du manque d'accès à une eau propre et potable. Depuis des mois, de nombreux organismes humanitaires dénoncent les risques d'épidémies.

En effet, pour tenter d'échapper aux bombes, plus de deux millions de déplacés s'entassent dans des camps de fortune où tout manque, électricité, eau potable, chauffage, nourriture, toilettes, médicaments... L'OMS estime que plus de 600 000 enfants de moins de dix ans n'ont pas reçu le vaccin contre la poliomyélite.

Avant le 7 octobre, des

hôpitaux et des centres de soins, financés par des fonds humanitaires, permettaient aux habitants de Gaza de consulter un médecin et de se procurer des médicaments. Ce système de santé s'est totalement effondré.

Le risque de développement d'une épidémie de poliomyélite suscite de l'inquiétude en Israël car les virus ne s'arrêtent pas aux frontières. L'armée israélienne a entamé une campagne de vaccination de ses soldats. Les Palestiniens, eux, peuvent continuer de mourir.

**Axelle Müller**



Le 17 août, dans le centre de la bande de Gaza.

## Grèce : incendies à répétition

**Le grand incendie qui a ravagé la région d'Athènes pendant trois jours, de Marathon aux limites de la capitale, a détruit 10 000 hectares de forêts.**

Une centaine de bâtiments, maisons ou entreprises, des centaines de véhicules ont été totalement brûlés et deux personnes ont perdu la vie, dont une ouvrière qui travaillait dans un hangar détruit par l'incendie. Plus de 650 personnes ont été relogées provisoirement dans des hôtels de la capitale, sans qu'elles sachent si elles pourront retourner chez elles ni à quelle date.

C'est le bilan, encore provisoire, d'un de ces grands feux qui se répètent maintenant chaque année et que le gouvernement impute essentiellement au réchauffement climatique, pour camoufler ses responsabilités. Le Premier ministre Mitsotakis a même osé déclarer le 15 août : « Heureusement peu de nos

concitoyens ont été touchés par l'incendie. »

Sa remarque a déclenché un tollé, les habitants étant restés livrés à eux-mêmes pendant des heures, tentant de protéger leurs maisons à l'aide de tuyaux d'arrosage, s'entraînant entre voisins jusqu'à ce que la situation devienne intenable et que la fuite soit la seule solution, dans une atmosphère de panique et de colère.

Les commentaires ont fusé pour rappeler au Premier ministre l'insuffisance des moyens mis en œuvre, les appels tardifs aux renforts européens, les pompiers épuisés face à un feu qui a brûlé « sans être dérangé pendant dix à douze heures » avant l'arrivée de moyens substantiels, alors

que le front s'était étendu sur 40 kilomètres et se propageait dans une zone très urbanisée aux portes d'Athènes.

La presse de gauche a dénoncé le manque de pompiers professionnels. 3 000 postes seraient vacants selon Syriza, et 4 000 selon, le Parti communiste. Sont aussi pointés du doigt le manque de matériel, et surtout l'absence de mesures de prévention, d'entretien des zones forestières par le débroussaillage, et la création de coupe-feux. La plupart des municipalités qui en sont chargées n'en ont pas les moyens financiers.

Le gouvernement se vante d'avoir augmenté son budget consacré à la lutte contre les incendies, dont 80 millions d'euros dans le nettoyage des espaces forestiers : à comparer aux milliards engloutis dans l'achat de Rafale et de frégates.

**Sylvie Maréchal**

## Ouganda : les morts du retraitement des déchets

**À Kampala, capitale de l'Ouganda, plusieurs dizaines de personnes sont mortes ensevelies dans l'effondrement d'une partie de la principale décharge de la ville.**

Cet effondrement s'est produit samedi 10 août au matin à la suite de très fortes pluies. Le bilan officiel est de 34 morts et plusieurs dizaines de disparus. Les habitants évaluent le bilan réel à une centaine de morts.

Dans la décharge de Kiteezi, l'une des plus grandes d'Afrique, les déchets accumulés forment une montagne haute de plusieurs dizaines de mètres. Plus d'un milliard de personnes, dont 80 % de femmes, essayent d'y gagner leur vie en collectant et triant des déchets pour les revendre à des intermédiaires qui les emporteront

jusqu'à des centres de récupération et de recyclage. Cela leur permet de toucher l'équivalent de 2 à 3 dollars par jour. Les accidents sont réguliers, car les amoncellements de déchets sont instables.

Après la catastrophe, le président ougandais Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 1986, a ordonné l'évacuation et la destruction des habitations construites autour de la décharge. Quant à savoir où devraient aller les travailleuses et travailleurs qui y vivent, ce n'est pas son problème.

**Malik Rieux**



## Ukraine : la guerre s'étend en Russie

Désormais, il n'y a pas que des drones ukrainiens à franchir la frontière pour attaquer des aérodromes, des raffineries, voire des villes de Russie. Depuis deux semaines, des troupes ukrainiennes ont pénétré dans la région de Koursk, s'y sont emparées de localités et ont fait sauter des objectifs stratégiques. Cela sans que le Kremlin ait pu les en empêcher ni les refouler.

Aux dires du président ukrainien Zelensky, son armée a atteint là ses objectifs. Il n'a pas précisé lesquels. Mais, après plus d'un an que les troupes de Poutine progressent en territoire ukrainien, l'offensive sur Koursk arrange bien les choses pour Kiev. Face à une opinion publique de plus en plus réservée, sinon hostile à une guerre dont elle ne voit pas la fin, et face à ses soutiens de l'OTAN qui voudraient que des négociations s'ouvrent avec Moscou, Zelensky affiche enfin un succès qui, espère-t-il, le place en meilleure position de ce double point de vue.

La prise de 1 500 kilomètres carrés de territoire russe a frappé les esprits. Car,

aussi limitée soit-elle, elle a été vue, surtout en Russie, comme un échec du Kremlin.

Depuis le début de cette guerre, Poutine se targue d'assurer la sécurité des Russes, y compris hors des frontières. Or, là, il en a été incapable, en Russie même, et il lui a fallu évacuer des dizaines de milliers de civils. Lors d'un direct télévisé avec le gouverneur de la région envahie, censé montrer combien Poutine se préoccupait du sort de la population, il a eu beau couper la parole au gouverneur, tout le monde a entendu ce dernier décrire une avancée ukrainienne plus étendue que Moscou ne voulait l'avouer.

En outre, des familles, puis des médias ont fait état de la



Une maison touchée par les bombardements ukrainiens dans la région de Koursk.

capture de conscrits russes à cette occasion. Au vu et au su de tous, cela dément donc Poutine qui, pour rassurer la population, répète qu'il refuse d'affecter des conscrits à son « opération spéciale » en Ukraine. Quant à l'incapacité de l'état-major russe à contre-attaquer, même en envoyant à Koursk des combattants prélevés sur des navires de guerre et des bases en Extrême-Orient, elle donne à penser que le Kremlin n'a pas de réserve pour tenir le front.

De là à en conclure qu'il pourrait procéder à une mobilisation à brève échéance, plus vaste que celle dite partielle

de septembre 2022, il n'y a pas loin. Cela répondrait à des motifs stratégiques – garder l'avantage sur le terrain alors que Kiev et ses parrains de l'OTAN ont accepté le principe de négociations avec Moscou – mais aussi à des soucis de politique intérieure.

En effet, même dans des secteurs des classes populaires qui soutenaient Poutine, si l'affaire de Koursk pousse certains dans un sens chauvin et belliciste, d'autres se mettent à critiquer Poutine et les fruits pourris de sa politique. Cela se constate sur les réseaux sociaux, mais aussi sur les lieux de travail,

y compris dans des usines liées à l'industrie d'armement qui, jusqu'alors, notamment parce que les salaires y sont plus élevés, se montraient moins critiques du régime et de son chef que les travailleurs de l'industrie dite civile.

Cela fait peut-être l'affaire de rivaux potentiels de Poutine dans les sommets de la bureaucratie. Mais cela pourrait aussi être un point d'appui pour des militants qui chercheraient à implanter dans la classe ouvrière des idées et une organisation communistes révolutionnaires et internationalistes.

**Pierre Laffitte**

## Algérie : élection présidentielle sur fond de mécontentement social

En Algérie, à l'élection présidentielle du 7 septembre, alors que l'espace politique est verrouillé, Abdelmadjid Tebboune semble assuré de sa réélection. Pour les travailleurs et les classes populaires, préoccupés de la détérioration de leurs conditions d'existence, le scrutin apparaît sans enjeu.

Des candidats qui auraient pu cristalliser une critique du régime, même minime, ne seront pas sur la ligne de départ.

Louisa Hanoune, du Parti des Travailleurs, qui affirme avoir subi des entraves, et l'avocate Zoubida Assoul, connue pour la défense des détenus d'opinion, n'ont pas réussi à collecter les 600 signatures d'élus ou celles de 50 000 citoyens.

Trois autres candidats, qui disent avoir déposé des dossiers complets sont accusés d'avoir acheté des parrainages d'élus et ont été placés sous contrôle judiciaire. Parmi eux, Saida Neghza, dirigeante de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA). Ancien soutien de Tebboune, elle semble payer sa critique publique de

la politique du gouvernement à l'égard des patrons. Elle dénonce le harcèlement fiscal dont ils seraient victimes et se plaint qu'ils ne puissent pas acheter de biens immobiliers à l'étranger.

Face au président sortant, seuls deux candidats ont été validés, l'islamiste Abdelali Hassani Cherif du Mouvement de la société pour la paix (MSP) et Youcef Aouchiche pour le Front des forces socialistes (FFS). Leur présence permet à Abdelmadjid Tebboune de présenter cette élection comme « démocratique, loyale et ouverte ». Le président dispose du soutien de l'armée, des confréries religieuses, des grands partis (FLN, RND), de l'organisation patronale CREA (Conseil du renouveau économique algérien) et de celui de l'Union

générale des travailleurs algériens qui, à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai, a qualifié Tebboune de premier syndicaliste du pays.

Bien des travailleurs font le constat que dans l'Algérie nouvelle que Tebboune prétend bâtir, la vie est plus difficile et qu'il y a encore moins de liberté que sous Bouteflika, l'ancien président chassé par le Hirak, le long mouvement de protestation et de manifestations hebdomadaires des années 2019-2021. Les libertés d'expression, de réunion et de manifestation ont été muselées, le droit de grève et le droit syndical ont été attaqués.

Tebboune se vante d'avoir augmenté le salaire minimum à 20 000 dinars (130 euros), mais avec un tel salaire, pour acheter un peu plus d'un kilo de poulet et un kilo de haricots, il faut une journée de travail ! Il se réjouit que le pays n'ait pas de dette, mais pour soigner un de leurs proches de nombreuses familles n'ont pas d'autre choix



Sur les marchés, les prix augmentent.

que de s'endetter.

En 2023, le pouvoir a préféré consacrer 22,5 milliards de dollars au budget militaire, au détriment des écoles, des hôpitaux qui manquent cruellement de personnel et de moyens. Les travailleurs n'ont pas profité de l'embellie financière consécutive à la hausse des prix du gaz. Leur niveau de vie s'est effondré à cause de l'inflation. Condamnée à un chômage de masse, une fraction de la jeunesse ne songe qu'à quitter le pays par tous les moyens.

Les trois candidats, qui promettent la justice sociale, en appellent à l'unité nationale derrière le futur gouvernement, mais leur patriotisme économique et leur nationalisme visent à mettre au pas les travailleurs pour mieux les exploiter. Les travailleurs n'ont rien à attendre de cette élection jouée d'avance. Pour améliorer leur sort, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, leur conscience, leur organisation et leur mobilisation.

**Leila Wahda**



## Août 1954 : L'Indochine arrachait son indépendance à la France

Constituée sous la Troisième république, l'Union indochinoise regroupait les possessions françaises en Asie du Sud-est. L'Indochine devint la « perle de l'empire »... pour les capitalistes, grâce à la culture du riz sur des grandes propriétés, aux mines, aux plantations de thé, de café et d'hévéas. Michelin vint s'y installer au début du XX<sup>e</sup> siècle et mit la main sur une grande partie des plantations d'hévéas qui lui assurèrent le caoutchouc de ses pneus.

En l'espace de trente ans, des dizaines de milliers de travailleurs moururent dans ces plantations du travail harassant, de malnutrition, du manque de soin, des coups de « rotin » infligés aux contestataires, des multiples sévices comme ces « barres de justice » entravant les membres des suppliciés. Ceux qui voulaient fuir cet esclavage étaient torturés. De cet enfer naquirent les

Condor. Dans des conditions moyenâgeuses, on y enfermait les condamnés pour les y laisser mourir. Peu nombreux étaient ceux qui en sortaient.

### Naissance du mouvement communiste

Un mouvement nationaliste se développa très tôt dans cette colonie qui vit surgir aussi un fort mouvement ouvrier. Dans les années 1920, introduites par les travailleurs indochinois revenus de métropole, portées par l'onde de choc de la révolution russe puis par celle de la révolution chinoise de 1925-1927, les idées communistes se répandirent. Nguyen Sinh Cung, le futur Hô Chi Minh avait participé en 1920, au congrès fondateur du parti communiste en France, à Tours. Mais derrière l'étiquette communiste, il faisait partie de ceux qui prônaient l'union avec les nationalistes bourgeois et non l'indépendance politique de la classe ouvrière. En 1930, Moscou imposa la création d'un parti communiste indochinois et non exclusivement vietnamien comme le voulait le futur Hô Chi Minh. Mais ce parti n'échappait pas à la politique criminelle de Staline d'union avec les nationalistes, celle qui avait mené à la tragédie de la révolution chinoise. Au début des années 1930, des militants trotskistes avaient construit une organisation influente dans la classe ouvrière de certaines villes du sud, ayant un journal et se présentant aux élections. Elle comptait politiquement et concurrentiellement les staliniens dans une période de luttes de la classe ouvrière.



Traitement du latex dans une plantation de caoutchouc.

### Proclamation de l'indépendance et répression de la classe ouvrière

La défaite de l'impérialisme français en 1940 accéléra les événements. L'armée japonaise prit le contrôle de l'Indochine entre 1941 et 1945. À la fin de la guerre, la préoccupation principale des Alliés était d'éviter un vide étatique ouvrant la porte à une révolte populaire comme dans l'Indonésie voisine. Dans ce contexte, Hô Chi Minh profita de la capitulation du Japon le 10 août 1945 pour prendre le pouvoir dans l'objectif de s'opposer à toute intervention de la classe ouvrière.

Dès le début de la Deuxième Guerre mondiale, le parti communiste avait créé une Ligue pour l'indépendance du Vietnam (Vietminh) dans laquelle il s'était fondu. Pour mener la lutte contre la présence japonaise sur la base d'un programme nationaliste bourgeois. Avant de proclamer l'indépendance, il chercha à passer des accords avec la France. Mais en août 1945, dans plusieurs villes, les ouvriers commençaient à créer des comités du peuple et les militants trotskistes mettaient en avant les mots d'ordre de « la terre aux paysans » et « la nationalisation des usines sous contrôle

ouvrier » pour organiser la lutte des travailleurs. La réaction des dirigeants du Vietminh ne se fit pas attendre. Après avoir forcé les courants bourgeois nationalistes à se soumettre à leur ligne, ils occupèrent les lieux de pouvoir et proclamèrent la république indépendante du Vietnam dans la foulée. Et pour mettre fin à la mobilisation ouvrière, les déclarations furent claires : « Seront considérés comme des provocateurs ceux qui appellent le peuple à l'armement et surtout à la lutte contre les Alliés ». Une répression violente s'abattit sur la classe ouvrière. Les militants des comités du peuple furent arrêtés, et les staliniens assassinèrent les militants trotskistes dont Ta Tu Thau, un de leur dirigeant. Ils liquidèrent consciemment la possibilité que la lutte des opprimés prenne un autre cours que celui de l'impasse du nationalisme.

Après avoir réprimé la contestation populaire, Hô Chi Minh chercha de nouveau un accord avec l'ex-puissance coloniale. Des accords signés en mars 1946 semblaient régler la question indochinoise en intégrant la république vietnamienne à l'Union Française, tout en maintenant d'autres territoires sous domination française. Hô Chi Minh était prêt à d'importantes concessions, acceptant même le

maintien des troupes armées françaises sur place. Mais de son côté, l'État français n'attendait que l'occasion de reprendre le contrôle de sa colonie. Le 23 novembre, les troupes françaises attaquèrent le port d'Haiphong faisant des milliers de morts civils.

### Les débuts de la sale guerre d'Indochine

Cette guerre coloniale était lancée par des gouvernements comprenant des ministres socialistes et communistes, dont le dirigeant du PCF Thorez, Tillon à l'armement et Ambroise Croizat. Bien des combattants de la prétendue « France libre » se retrouvèrent plus ou moins malgré eux aux côtés d'ex-pétainistes à combattre une population déterminée à gagner sa liberté. Les officiers français y acquirent leurs galons de tortionnaires et subirent une défaite humiliante. En avril 1954 la victoire militaire écrasante des Vietnamiens à Dien Bien Phu sonnait le glas du colonialisme français en Indochine.

Le gouvernement français fut bien obligé d'entamer des négociations et en juillet 1954 le Vietnam fut indépendant. Mais les conditions imposées par la France étaient dramatiques. Le Vietnam fut coupé en deux. Ho Chi Minh obtint le pouvoir sur le nord du pays seulement, le sud restant sous la domination d'un gouvernement étroitement lié aux puissances impérialistes. Cette situation aboutit à une nouvelle guerre contre les États-Unis cette fois.

Malgré les luttes courageuses et déterminées de la population, les pays issus de l'Indochine française, parce qu'ils étaient dirigés par des régimes nationalistes, ne sont pas sortis de la pauvreté et n'ont pu s'affranchir de la domination impérialiste.

Marion Ajar



DIEULEVEILS/RFM

Dans un bagnon, en Indochine.

fortunes les plus colossales de colonialisme français.

En Indochine, les capitalistes français développent des infrastructures pour faciliter l'exploitation coloniale et des industries de transformation tournées vers les marchés asiatiques, en particulier la Chine. Cet eldorado donna naissance à sa propre banque : la banque d'Indochine. Fondée avec les capitaux de banques privées de métropole, elle obtint le monopole pour émettre la monnaie et contrôler le taux de change. Comme elle possédait des participations dans la plupart des entreprises coloniales, elle avait la main sur l'ensemble des investissements, des revenus, des capitaux.

Pour la population en revanche, le symbole de la présence française en Indochine était le bagnon de Pulo



Volontaires vietnamiens montant le matériel à Dien Bien Phu.

VNA/CVN



## Internes des hôpitaux : pénurie organisée

Le *Journal officiel* vient d'annoncer que le nombre de postes d'internes en médecine pour l'année 2024-2025 sera réduit de 1 510 postes, passant de 9 484 à 7 974, avec de nombreuses disparités en fonction des régions et des spécialités.

Ainsi, il y aura 634 postes de médecine générale en moins à l'échelle nationale, et 79 en moins dans les spécialités d'urgences et de réanimation. Les internes assurant des gardes dans les services d'urgences et de réanimation des hôpitaux, cette diminution aura des conséquences néfastes sur la prise en charge des malades. Elle se traduira par une augmentation du temps de travail des internes et par une désorganisation des services qui fonctionnent grâce à la présence continue de ces médecins en formation. Cela s'ajoutera à la pénurie d'infirmiers et d'aides-soignants, aux fermetures de lits ou de services, et rallongera encore le temps d'attente aux Urgences qui fonctionnent

déjà en mode dégradé.

Pour justifier cette diminution, le gouvernement prétend qu'il ajuste le nombre de postes d'internes au nombre d'étudiants en 6<sup>e</sup> année de médecine. Ce nombre est en baisse car, ces cinq dernières années, des réformes consécutives ont modifié les modes d'évaluation et de classement des futurs médecins et notamment le concours d'entrée dans l'internat.

Parmi de nombreux changements, une épreuve orale a été introduite, sous le prétexte – qui pourrait sembler légitime – d'évaluer les futurs médecins, non seulement sur leurs connaissances scientifiques médicales, mais aussi sur le plan de leur comportement et de leur pratique. Mais



Lors d'une précédente manifestation.

cette épreuve, jugée arbitraire et mal organisée, a été boycottée par de nombreux candidats, qui ont préféré ainsi redoubler et attendre une année supplémentaire pour devenir internes. La réponse gouvernementale a été de diminuer massivement le nombre de postes dans de nombreuses spécialités, en prétendant ajuster l'offre à la demande.

Renvoyer la responsabilité de cette réduction sur les étudiants en médecine est d'un cynisme sans nom. Car c'est tout le système de formation des médecins qui fabrique la pénurie. Ainsi, l'ancien « *numerus clausus* » qui restreignait depuis 1971 le nombre de futurs médecins a été remplacé par

un « *numerus appertus* ». Le nombre de médecins diplômés est établi chaque année par les ARS (agences régionales de santé) en accord avec les hôpitaux et les facultés. Pour fixer ce nombre, les ARS ne prennent pas seulement en compte les besoins en médecins mais aussi la capacité d'accueil limitée des étudiants dans les hôpitaux et les facs, et bien d'autres paramètres plus flous.

Or, pour pallier le manque chronique de médecins, ce n'est pas 9 000 nouveaux médecins qu'il faudrait former chaque année, mais au moins 15 000. Les chiffres sont du même ordre pour les infirmiers et les aides-soignants.

Face aux inquiétudes, le gouvernement explique qu'il palliera le manque d'internes en recrutant des médecins formés à l'étranger sous des statuts de FFI (faisant fonction d'interne). Mais il n'envisage pas de les embaucher définitivement, ni de leur donner des droits égaux à leurs collègues formés en France.

Tout cela montre que le gouvernement se moque d'augmenter massivement le nombre de soignants pour l'ajuster aux véritables besoins de toute la population et permettre de supprimer les déserts médicaux et d'assurer le fonctionnement de tous les hôpitaux.

Paul Bilharzo

## Hôpital de la Timone Marseille : manque de personnel et pressions de la direction

À l'hôpital de la Timone, à Marseille, on ne compte plus les lits fermés par manque d'infirmiers dans des services comme la Réanimation.

Les bas salaires et les conditions de travail désastreuses n'attirant pas les candidats, la direction pallie l'absence de recrutement en demandant toujours plus d'efforts aux agents présents.

Des cadres, mis en condition, n'hésitent plus à intimider les agents récalcitrants à leurs injonctions : « *Ce n'est pas parce que vous êtes titulaire que vous êtes intouchable. Je peux vous faire sauter comme je veux* ! » Certains font courir des mensonges sur le travail des uns et des autres, pour mieux diviser. Nombre d'agents se sentent remis en cause, méprisés, alors qu'ils se démènent face aux insuffisances. Quant aux internes, ils courent partout, ils sont le plus souvent livrés à eux-mêmes, et il n'est pas rare

d'en retrouver en pleurs.

La direction vient d'annoncer qu'au moindre arrêt maladie, quel que soit le nombre de jours, le dossier de l'agent qui revient au travail sera bloqué pendant un mois dans le logiciel Hublo qui gère les heures supplémentaires. C'est une nouvelle mesure de rétorsion contre ceux qui comptent sur ces heures pour s'en sortir, et qui seront du coup poussés à venir travailler, mêmes malades, pour ne pas perdre cet appoint.

Tout cela entraîne une dégradation constante de la prise en charge des patients. Pour la direction, soigner le déficit en faisant pression sur le personnel est plus important que soigner les malades !

Correspondant LO

## Urgences – Pays de la Loire : une catastrophe annoncée

À Laval, en Mayenne, dix-huit nuits de fermeture des Urgences étaient annoncées pour le mois d'août et seulement six nuits d'ouverture en septembre.

« *Il y a mise en danger de la vie d'autrui organisée par l'agence régionale de santé (ARS)* » écrit l'Association de citoyens contre les déserts médicaux de la Mayenne.

Dans les autres départements des Pays de la Loire, la situation est aussi

inquiétante. À Montaigu, en Vendée, à Ancenis, en Loire-Atlantique, ou à Saint-Calais, en Sarthe, les Urgences sont d'ores et déjà en partie fermées. Et rien n'annonce la moindre amélioration. Au contraire. Il manque 30 % des effectifs théoriques en Pays de la

Loire ; c'est l'ARS elle-même qui le dit.

Cette situation révoltante est le résultat de la politique, mise en œuvre par les gouvernements successifs, qui a visé à diminuer le nombre de lits dans les hôpitaux – et le personnel qui va avec – afin de réserver toujours plus d'argent public au grand patronat.

Correspondant LO



Laval, en juillet 2023.



## Renault Sovab – Batilly : nouveau véhicule, nouvelles embrouilles

La semaine avant les congés, les opérateurs du Mastic, qui s'occupent de l'étanchéité des véhicules avant le passage en peinture, ont débrayé sur les trois équipes. L'usine fabrique le Master, un gros utilitaire Renault dont un nouveau modèle entre en production en septembre.

Depuis plusieurs mois, l'ancien et le nouveau modèle passent sur les chaînes de production, ce qui pose bien des problèmes. À l'approche des congés, les travailleurs ont pris conscience qu'ils allaient avoir plus de tâches à effectuer sur le nouveau véhicule tout en étant moins nombreux, car chaque nouveau modèle est l'occasion de supprimer des postes de travail.

Les travailleurs du Mastic ont spontanément exprimé leur mécontentement en débrayant. Cela a perturbé la production de l'usine. La direction a cédé des renforts ponctuels et baissé la

cadence de la chaîne. Mais rien n'est réglé car, à la reprise du travail, la production sera exclusivement celle du nouveau véhicule. Et chacun est bien conscient que la direction en profitera pour supprimer des postes de travail et augmenter la cadence. Par exemple, à la Tôlerie, qui sera encore plus automatisée avec de nombreuses suppressions de postes.

L'usine compte 1900 CDI auxquels s'ajoutent plus de 1 200 intérimaires, largement majoritaires sur les chaînes. Ils sont essentiels à la production et font tourner l'usine. Le motif officiel

sur le contrat de la quasi-totalité d'entre eux est « accroissement temporaire d'activité », alors que certains travaillent dans l'entreprise depuis plusieurs années!

Le 22 août, la production journalière va démarrer avec 300 véhicules du nouveau modèle, puis progressivement doubler pour le 23 septembre.

Beaucoup de collègues s'attendent à des attaques contre les emplois et les conditions de travail. Et un certain nombre se disaient qu'il faudra se mobiliser tous ensemble car l'augmentation de la charge de travail va concerner tous les travailleurs de la Sovab, CDI comme intérimaires, dans le seul but de faire flamber les profits de Renault.

**Correspondant LO**



Rassemblement à la Sovab, au printemps 2019.

## Bus STOI – La Réunion : conducteurs en grève

Lundi 19 août, jour de reprise scolaire, des salariés de la Société de Transports de l'Océan Indien (STOI), opérant principalement dans l'est de l'île, se sont mis en grève.

Ils réclament le paiement intégral de leurs heures travaillées, l'instauration d'un 13<sup>e</sup> mois, des primes spécifiques pour le travail les jours fériés, le dimanche et les nuits, l'entretien et le renouvellement du parc de bus.

Cette entreprise appartient à la bien connue famille Carpaye dont le dirigeant continue à mener d'une main de fer sa société, même si une interdiction de gérer a été prononcée par le tribunal à son encontre en 2019 pour cause de « perte de la condition d'honorabilité » indispensable pour exercer la fonction de gestionnaire de transport. Les salariés sont au smic, certains depuis plus de vingt ans! L'état des bus est déplorable, deux d'entre eux ont encore récemment pris feu sur la quatre-voies avec de nombreux passagers à bord qui n'ont eu la vie sauve que grâce aux bons réflexes des conducteurs qui les ont fait évacuer au plus vite.

Les pressions sont permanentes assorties de chantage au licenciement pour ceux qui réclament des augmentations de salaire.

Lundi soir, les grévistes ont voté la reconduction de la grève pour aller s'adresser aux conducteurs de bus de la STOI des gares de Saint-André et Saint-Denis,



Devant la STOI, lundi 19 août.

ainsi qu'aux usagers.

La grève ne s'est pas étendue malgré la sympathie manifestée par des conducteurs, notamment d'autres compagnies, et des voyageurs.

Cependant, après s'être réunis à nouveau l'après-midi du mardi 20, les grévistes décidaient de reconduire la grève avec pour objectif d'aller manifester mercredi 21 devant la Région, le principal financeur des transports en commun de La Réunion.

Les travailleurs ont le moral car ils décident collectivement et organisent la grève, résistants à toutes les tentatives d'intimidation.

**Correspondant LO**

## La Poste – Bordeaux : non à la répression patronale!

Fin mai, la direction du Courrier avait signé des contrats commerciaux dans le cadre des élections pour distribuer les tracts de certains partis ayant les moyens de payer.

Ainsi, au bureau de Bordeaux Caudéran, les facteurs ont vu apparaître des conteneurs de flyers pour Valérie Hayers, avec la photo de Macron qui la soutenait... Ils ont émis des réserves à cette distribution prioritaire alors que des centaines de courriers « ménage » restaient en attente à cause du manque de personnel. Et une alerte pour mise en danger des facteurs pour faire la distribution de ces pubs partisans a été consignée au

registre CHSCT. Les facteurs considéraient, et on les comprend, que passer pour des militants de Macron, n'était pas sans risque. Deux facteurs, militants CGT, ayant choisi de prioriser les courriers en reste ont été immédiatement placés en mise à pied conservatoire dans l'attente d'une sanction disciplinaire. Mardi 6 août, un conseil de discipline a tranché: 3 mois de mise à pied sans salaire et 15 mois avec sursis pour l'un d'eux, fonctionnaire, et le licenciement

pour le deuxième, qui avait un contrat privé.

La direction n'a rien voulu entendre des explications des facteurs qui ne veulent pas être identifiés à ce parti politique ou subir des remarques de la population qui attend du courrier autrement plus légitime. Pour justifier les sanctions, la direction a mis de côté le motif de la non-distribution des publicités en faveur de Macron et a argué de: « non-respect des consignes de la hiérarchie et non respect des consignes de sécurité » en allant rechercher des incidents antérieurs mineurs dans la carrière

des facteurs. Alors qu'elle se moque éperdument de la sécurité du personnel!

La réalité est bien que La Poste veut sanctionner des travailleurs qui défendent les droits du personnel ainsi que des notions de service public. Pour la direction, il s'agit de défendre un service du fric en éliminant si nécessaire tous ceux qui contestent ces orientations.

La direction de La Poste en Gironde ne s'arrête pas là. Vendredi 23 août, un militant SUD, connu et reconnu comme combatif, est convoqué à 14 heures pour un entretien préalable à licenciement à cause de son

activité syndicale. Sous l'accusation de non-respect du droit syndical, ce sont bien ses prises de position contre les suppressions d'emplois, les fermetures de bureaux et les réorganisations permanentes qui dégradent les conditions de travail du personnel qui lui sont reprochées.

Un appel intersyndical à la grève a été lancé au niveau national et un rassemblement aura lieu devant la direction à Mériadeck à partir de 12 heures 30. La direction veut faire des exemples pour faire taire toute contestation.

**Correspondant LO**



# Protection judiciaire de la jeunesse : **personnel diminué = jeunes sacrifiés!**

La protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) va supprimer 500 postes suite à un non-renouvellement de contractuels à compter du 1<sup>er</sup> septembre.

PIERRE FRASIAK RADIO FRANCE



Grévistes de la PJJ en Limousin.

L'annonce a été faite le 31 juillet par la directrice aux syndicats, en plein congés annuels et à des agents dont certains avaient pourtant signé une proposition de reconduction. Une première phase de non-renouvellement de contrats avait déjà eu lieu en début d'année, puis en mai 2024.

Sur le Limousin, c'est 17 % de travailleurs en moins, tous services confondus (administratifs, éducateurs...) Chaque éducateur suit 25 jeunes, ce qui est déjà beaucoup, mais avec le projet annoncé, il sera impossible d'assurer un suivi même minimum. Il faudra même mettre en attente des

des familles qui ont besoin d'aide!

Cette période des congés n'a pas empêché la mobilisation avec des manifestations et des grèves pour dire « non » à ce plan de licenciements!

À l'occasion d'une journée de grève nationale organisée le 14 août, des personnels de la PJJ du Limousin ont diffusé des tracts devant le restaurant administratif et la cité judiciaire de Limoges pour faire connaître cette mise à mal des jeunes et des familles accompagnées, ainsi que la violence faite au personnel. La grève a été bien suivie sur les trois départements du Limousin, obligeant la

direction à organiser la permanence au pied levé.

La permanence du week-end dernier a dû être assurée par un seul éducateur pour Limoges et Brive. Impossible en cas d'urgence de pouvoir être en même temps dans ces deux villes, mais cela risque de devenir la règle après toutes ces suppressions de postes.

Des rencontres sont prévues afin de décider collectivement de la suite à donner à ce mouvement pour se défendre et pouvoir continuer de travailler correctement au bénéfice des jeunes et des familles.

**Correspondant LO**

## Cimenterie Eqiom – Lumbres: les pollueurs gagnent

La cimenterie Eqiom est implantée à Lumbres, dans le Pas-de-Calais. Elle appartient au groupe CRH, qui a réalisé plus de 3 milliards de dollars de profits en 2023.

L'usine emploie 135 salariés qui y produisent chaque année 650 000 tonnes de clinker, l'élément de base du ciment. Cette production est polluante: l'usine consomme 400 000 m<sup>3</sup> d'eau par an.

Elle émet officiellement 600 000 tonnes de CO<sub>2</sub>, également beaucoup d'oxyde d'azote et d'oxyde de soufre.

Après avoir pollué pendant des dizaines d'années, les patrons d'Eqiom vont toucher des centaines de

millions d'argent public au nom de la « transition écologique ». En juillet 2022, l'Union européenne a signé un chèque de 150 millions d'euros et cette année, c'est l'État français qui a versé 40 millions d'euros supplémentaires. Officiellement, cet argent devrait servir à la construction d'un nouveau four, pour la production d'un ciment que les

patrons promettent « décarboné ». Qu'importe si les technologies pour produire du clinker, en se passant de la consommation d'énergies fossiles, ne sont toujours pas au point. Ce qui est sûr, c'est que le nouveau four permettra de doubler la production du site.

Au nom de l'écologie toujours, l'Union européenne a aussi mis sur la table

160 millions d'euros pour financer un projet dirigé par Air Liquide implanté à Dunkerque. Ce projet vise à enfouir sous la mer du Nord une partie du CO<sub>2</sub> produit par la cimenterie de Lumbres.

L'État arrose les capitalistes d'argent public pour leur assurer des profits... en béton!

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

*Lutte ouvrière* est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



# Mpox : le capitalisme propage l'épidémie

L'OMS a déclaré l'épidémie de Mpox « urgence sanitaire mondiale » mercredi 14 août, alors que le variant actuel circule depuis presque un an en République démocratique du Congo et a déjà fait officiellement 548 morts dont de nombreux enfants.

Un cas de Mpox, aussi appelée variole du singe, détecté en Suède jeudi 15 août a confirmé la possibilité d'une extension aux pays riches. En RDC, la maladie a été repérée en 1970 et, depuis, elle a fait en Afrique des victimes trop pauvres pour intéresser les laboratoires.

La propagation du variant actuel a, elle, été favorisée par la guerre qui ravage la RDC depuis 24 ans, car les habitants de cette

région du Kivu, obligés de se réfugier dans la forêt pour échapper aux milices, de s'entasser dans des camps de réfugiés, se sont retrouvés davantage exposés. La maladie s'est étendue à douze autres pays africains.

En 2022, la menace de contaminations dans les pays riches et la perspective des profits avaient déjà poussé le laboratoire Bavarian Nordic à produire un vaccin. Les pays riches

en ont acheté de grandes quantités.

Mais il n'y a aujourd'hui toujours que 200 000 doses disponibles en Afrique, loin des 10 millions nécessaires, selon le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies. Le groupe Bavarian, dont le cours en Bourse a grimpé de 40 % ces derniers jours, assure être capable d'en produire 10 millions d'ici 2025. Elles sont à vendre mais les pays les plus touchés n'ont pas les moyens d'en acheter, réduits à faire appel à des dons.

Le gouvernement américain a annoncé l'envoi de 50 000 doses de vaccins, la Commission européenne 215 000, mais on est loin du compte. Gabriel Attal a lui aussi promis des livraisons gratuites de vaccins, ajoutant avec un cynisme révélateur, que la priorité sanitaire était de « contenir le foyer épidémique en Afrique ».

En maintenant une grande partie de la planète dans le sous-développement, le système capitaliste empêche de lutter efficacement contre les épidémies qui, elles, ne connaissent pas de frontières.

Cécile Seyrig



Patients attendant une consultation, dans le Nord Kivu, le 19 août.

## Le virus ne connaît pas de frontières

L'épidémie de Mpox menace de s'étendre et d'abord dans les pays les plus pauvres d'Afrique. Mais, visiblement, les autorités sanitaires internationales craignent surtout qu'elle s'étende aux autres continents.

En France, les discours se succèdent pour rassurer la population. Gabriel Attal, faisant toujours fonction de Premier ministre, a annoncé l'ouverture de 232 centres de vaccination et déclaré que le système médical français était « en état de vigilance maximale ». Mais qu'est-ce que cela veut bien dire ?

« Nous sommes prêts à tester et à vacciner », a déclaré la directrice de l'Institut Pasteur. Le laboratoire danois Bavarian Nordic, qui fabrique le seul vaccin homologué en Europe et aux États-Unis, a annoncé disposer de 500 000 doses en stock. Mais personne n'a

l'air de savoir exactement de combien de doses de vaccins on dispose – l'information est d'ailleurs classée secret défense – ni de combien de médicaments pour soigner la maladie si elle se déclare en forme d'épidémie.

Les hôpitaux français, selon ce que dit leur porte-parole, sont prêts à accueillir tous les malades – futurs – de la Mpox. Que de belles paroles, alors que, de toutes parts, on trouve dans les journaux locaux et jusqu'aux médias nationaux le fait que, cet été, tant de services d'urgences n'arrivent plus à faire face et qu'il faut y attendre des heures pour être soignés. Et

pratiquement partout, faute de médecins et de personnel soignant, les hôpitaux continuent à fermer des lits dans bien des services.

Et qu'est ce qui nous garantit, si l'épidémie atteignait l'Europe, qu'on ne verrait pas les États riches se livrer entre eux à la même guerre qu'au moment de l'épidémie de Covid, pour se procurer, à coups de surenchères de prix et de coups bas, des masques et des vaccins ?

La société capitaliste est capable d'envoyer des engins de plus en plus sophistiqués dans l'Univers, d'utiliser l'intelligence artificielle pour accomplir des choses extraordinaires, mais elle est en fait démunie face aux besoins les plus simples et essentiels de l'humanité : assurer sa subsistance et sa santé.

Sylvie Friedman

## Manifestation : des papiers pour tous !

Comme chaque année, plusieurs collectifs de sans-papiers organisent une manifestation pour commémorer l'évacuation par la force de l'église Saint-Bernard, le 23 août 1996.

Depuis mars 1996, 350 personnes en situation irrégulière occupaient divers locaux pour faire connaître leur cause et obtenir leurs papiers. Elles s'étaient installées à Saint-Bernard le 28 juin.

Le 23 août, 1 500 policiers, CRS et gardes mobiles expulsèrent les 220 personnes, hommes, femmes et enfants, présentes dans l'église.

L'ouverture des portes à coups de bélier et de hache, les gaz lacrymogènes dans l'église et la conduite des sans-papiers en centre de rétention susciterent une grande émotion dans la population.

Aujourd'hui, le

combat des travailleurs sans papiers continue car leur situation ne s'est pas améliorée, alors qu'ils sont absolument indispensables au fonctionnement de la société. La loi Immigration de Darnaud, adoptée en janvier 2024, augmente encore leur précarité.

Lutte ouvrière soutient la manifestation pour la commémoration de l'évacuation de l'église Saint-Bernard, qui sera aussi l'occasion de réclamer la régularisation de tous les sans-papiers et l'abrogation de la loi Immigration : **samedi 24 août à 15 heures à Paris, du métro Couronnes à l'église Saint-Bernard.**

## Lutte ouvrière à votre rencontre

Les caravanes de Lutte ouvrière se poursuivent jusqu'à fin août, allant de ville en ville à la rencontre de la population. Malgré la prétendue parenthèse des Jeux Olympiques, rien n'a changé pour les travailleurs. Alors, quel que soit le futur gouvernement, ceux-ci devront contre-attaquer afin de ne pas toujours subir et parvenir à changer l'ordre social. Mais pour cela, il leur est indispensable de se regrouper dans un parti révolutionnaire. Venez en discuter avec nos camarades.

### Ain

Jeudi 22 août : **Oyonnax**  
Vendredi 23 août :  
**Bourg-en-Bresse**  
Samedi 24 août :  
**Bourg-en-Bresse**

### Finistère, Morbihan

Jeudi 22 août : **Lanester**  
Vendredi 23 août : **Vannes**  
Samedi 24 août : **Lorient**

### Côte d'Azur

Jeudi 22 août : **Nice**  
Vendredi 23 août : **Toulon**  
Samedi 24 août : **Toulon**

### Lorraine

Jeudi 22 août : **Metz**  
Vendredi 23 août :  
**Thionville**  
Samedi 24 août :  
**Hayange, Longwy**

### Seine-et-Marne

Jeudi 22 août :  
**Montereau-Fault-Yonne**  
Vendredi 23 août :  
**Nemours**  
Samedi 24 août : **Melun**

### Région toulousaine

Jeudi 22 août : **Muret**  
Vendredi 23 août :  
**Auterive**  
Samedi 24 août :  
**Colomiers**

### Charente-Maritime

Lundi 26 août :  
**La Rochelle**  
Mardi 27 août : **Niort**  
Mercredi 28 août :  
**La Rochelle**  
Jeudi 29 août : **Rochefort**  
Vendredi 30 août : **Saintes**  
Samedi 31 août :  
**Rochefort**

### Pays-de-la-Loire

Lundi 26 août : **Angers**  
Mardi 27 août : **Saumur**  
Mercredi 28 août :  
**Trélazé, Les Ponts-de-Cé**  
Jeudi 29 août : **Cholet**  
Vendredi 30 août :  
**La Roche-sur-Yon**  
Samedi 31 août : **Nantes**